Joe Biden, L'AUTRE ATOUT D'ISRAËL

En promettant un «retour à la normale» de la politique israélo-palestinienne des États-Unis, le président élu risque de ne marquer qu'une différence de degré plutôt que de nature avec son prédécesseur. Et pourrait, à sa manière, servir tout aussi bien l'agenda nationaliste israélien.

par Gregory Mauzé

Durant sa présidence, Donald Trump a fait de la satisfaction des intérêts des radicaux israéliens un enjeu électoral majeur, dans lequel il s'est pleinement investi. Du déplacement de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem à la reconnaissance de la légalité des colonies en passant par la publication d'un «plan de paix» piétinant les droits des Palestiniens, la liste des initiatives prises pour effacer ces derniers de l'équation régionale est longue. Son échec à obtenir un second mandat aura procuré, à n'en pas douter, un douloureux sentiment de défaite à ses obligés.

L'arrivée au pouvoir de son successeur Joe Biden constitue-t-elle pour autant une victoire pour les Palestiniens ? La perspective de la fin de la doctrine de la paix par la force poursuivie jusqu'ici présente sans doute à elle seule quelque chose de rassurant pour eux. Toutefois, si des améliorations sont à attendre sur les plans humanitaire et diplomatique, ni le profil et les engagements du président élu, ni le contexte géopolitique local et global n'incitent à l'optimisme.

JOE LE «BON FLIC»

Forgées par des décennies de proximité avec l'AIPAC (le puissant lobby pro-israélien) et d'ancrage dans le rang des «faucons» au Sénat, les convictions pro-israéliennes de Joe Biden sont profondes. Sioniste proclamé, celui qui se vantait en 2008 «d'avoir un bilan de 35 ans de soutien à Israël» partage la certitude communément admise à Washington selon laquelle Tel-Aviv représente un pilier de la stratégie moyen-orientale des États-Unis. En tant que Vice-Président de Barack Obama entre 2008 et 2016, Biden jouera régulièrement le rôle du «bon flic» face au Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou qui supportait mal les –pourtant timides– tentatives étatsuniennes de freiner la colonisation et, surtout, la politique de détente avec l'Iran.
Il aurait notamment plaidé contre la résolution 2334 au Conseil de sécurité de l'ONU condamnant la colonisation en décembre 2016, finalement votée grâce l'abstention des États-Unis.

La boussole indiquant la meilleure manière de complaire à Israël pointe-t-elle toujours vers le Joe Biden qui s'installera à la Maison-Blanche le 20 janvier, au lendemain d'une idylle si profondément nouée entre Trump et Netanyahou ? Le démocrate entend incontestablement changer de ton face à la fuite en avant annexionniste dans laquelle est engagé l'actuel gouvernement. «Le simple fait d'entendre parler à nouveau des droits des Palestiniens, des démolitions de maisons et des problèmes posés par l'avancée de la colonisation représentera un choc pour les Israéliens qui n'avaient pas entendu l'administration américaine en parler depuis 4 ans», estime le correspondant de *Haaretz* à Washington Chemi Shalev.